

A propos du racisme et de l'antiracisme

Depuis le 7 janvier, et même avant, le pouvoir nous joue une comédie indécente sur le thème du racisme. Il se prétend le représentant officiel de l'antiracisme et de la tolérance, il prétend légiférer et sanctionner contre le racisme. Ce serait à en rire si la longue liste des crimes racistes d'Etat ne nous faisait pas plutôt pleurer, Ali Ziri, Wissam El Yamni, Zied et Bouna... liste déjà trop longue et qui ne cesse de se rallonger.

Ce discours est obscène, mais il est surtout nuisible. En effet, les mots perdent alors tout leur sens, ce qui rend notre combat encore plus difficile. Et le premier de ces dévoiements, c'est la hiérarchie qui est faite entre les racismes. Le pouvoir a été très prompt à dégainer contre tous ceux qui seraient suspects de sympathie pour les frères Kouachi, mais à notre connaissance aucune réaction islamophobe n'a été sanctionnée, et elles ont pourtant été répandues. Les médias se sont précipités en Seine-Saint-Denis pour traquer les éventuels perturbateurs de la minute de silence, mais aucun ne s'est précipité en PACA pour s'interroger sur les réactions racistes qui ont pourtant été nombreuses. Cet antiracisme officiel de façade remplit des fonctions bien précises. En terme de politique intérieure, il s'agit de masquer la question sociale en la racialisant (ça a d'ailleurs été de tous temps une des fonctions du racisme). Le pouvoir ne peut pas affirmer clairement qu'il gouverne contre le peuple, les exploités. Il désigne alors des « barbares », des « anti-républicains », suspects d'être une nouvelle cinquième colonne. De tous temps, les classes laborieuses ont été désignées comme classes dangereuses. Il remplit aussi une fonction de légitimation de la politique extérieure. Non, la France n'est pas un pays impérialiste qui envoie ses troupes faire régner l'ordre à travers l'Afrique et le Moyen-Orient, ce n'est pas le fidèle bras droit de la politique impérialiste américaine, ce n'est pas le soutien inconditionnel du colonialisme sioniste, vous faites erreur. La France « défend la démocratie, la liberté d'expression contre la barbarie à travers le monde. » C'est d'ailleurs déjà le discours qui était tenu du temps de la colonisation, présentée comme une mission de civilisation.

Un racisme d'Etat

La violence policière s'exerce d'abord contre les roms, les arabes et les noirs. La situation des roms est particulière : ils sont pourchassés depuis des siècles, victimes rarement rappelées du génocide. Les persécutions qu'ils subissent aujourd'hui sont sans nom, et se font avec l'assentiment tacite de presque tous. Les plus visibles dans l'espace public sont à la fois nomades (souvent par contrainte) et étrangers (éventuellement sans papiers), ce qui les expose à la fois aux autorités et à l'exclusion de la société, mais la violence policière s'exerce contre tous, comme nous le rappelle le triste exemple de M. Gurême, cet ancien résistant rescapé des camps de 89 ans, matraqué dans sa caravane.

Le racisme contre les arabes et les noirs, comme tous les racismes, est solidement ancré dans notre histoire. On peut le qualifier de racisme colonial, bien que ce soit un peu rapide : il faut aussi y ajouter la longue histoire de l'esclavage et du code noir qui l'accompagnait, et l'ombre des croisades qu'on croyait oubliées et qui ressurgissent aujourd'hui.

39-45 a marqué une rupture dans l'histoire du racisme. La barbarie nazie a montré jusqu'où il pouvait mener. Après la Libération, il n'était plus possible de s'affirmer ouvertement raciste, du moins pour les autorités. Enfin, n'exagérons rien. Dans un premier temps, ce qui n'a plus été possible, c'est de s'affirmer antisémite ; d'où sans doute cette curieuse séparation entre racisme et antisémitisme. A la base, l'antisémitisme n'est qu'une variante du racisme. Pourquoi dit-on "contre le racisme et l'antisémitisme" ? Parce que l'antisémitisme ne serait pas un

racisme ? Ou parce que l'on peut être raciste du moment qu'on n'est pas antisémite ? Enfin, encore une fois, n'exagérons pas trop : les rescapé-e-s n'ont pas été indemnisé-e-s, logé-e-s, nourri-e-s etc, ce qui pourtant aurait bien été un minimum. Rappelons que des familles de rescapé-e-s ont dû faire des procès pour récupérer leurs enfants ou neveux ou nièces, procès qu'elles n'ont pas toujours gagnés, et qu'il a quand même fallu attendre le "règne" de Chirac pour que l'Etat français commence à reconnaître une part de responsabilité. Mais bon, progressivement, l'antisémitisme est devenu malséant dans la bonne bourgeoisie, milieu où il était autrefois particulièrement virulent. (1)

Pour le reste, tant que la colonisation a perduré, on a continué à utiliser le terme d'indigène, ce qui veut tout dire. On passera sur les multiples termes racistes qui étaient encore très utilisés dans les années 70 pour observer que c'est la victoire des luttes anticoloniales qui a obligé les autorités à modérer leur vocabulaire. Et que le racisme affiché est devenu progressivement scandaleux (encore que, rappelons les odeurs qui incommodaient tant Chirac) au fur et à mesure que les « jeunes issus de l'immigration » ont affirmé leur existence. Il a bien fallu alors admettre que la France était plurielle et que la "république" accepte du bout des lèvres de reconnaître ces enfants comme les siens.

Bref, aujourd'hui, on ne peut plus officiellement être raciste.

C'est alors que le terme d'islamophobie est commodément apparu dans la foulée des attentats du 11 septembre. Normalement, l'islamophobie désigne la haine et le rejet de l'islam. En fait, c'est un terme commode derrière lequel peuvent se réfugier tous les racistes : je ne suis pas raciste mais il faut reconnaître que l'islam représente un danger pour notre civilisation. Ce discours est tenu jusqu'au sommet de l'Etat. Ou plutôt, c'est plus subtil que ça. Des discours islamophobes sont tenus au sommet de l'Etat et gravés dans le marbre de la loi. Mais la ficelle est un peu grosse, il est évident que l'islamophobie est une forme de racisme, lequel est interdit par la loi jusque dans notre constitution. Donc, simultanément, l'Etat tient des discours islamophobes et s'en défend, séparant les bons musulmans républicains (2) des autres. Progressivement, l'autre nom du racisme devient la laïcité, ce qui est là encore un dévoiement impressionnant. Car enfin, comment le « principe de séparation dans l'Etat de la société civile et de la société religieuse » peut-il être brandi pour interdire la pratique d'une religion particulière ? Une des nouveautés est que ce racisme déguisé sous le terme d'islamophobie permet ainsi d'embrigader derrière lui une partie de la gauche selon la logique binaire suivante : si vous êtes pour l'émancipation des femmes vous ne pouvez objectivement pas défendre les expressions d'une religion servant de justificatif à leur oppression.

Quel que soit sa variante, quelles que soient ses formes, qu'on l'affirme ouvertement ou qu'on le cache sous d'autres termes, le racisme est bien une hydre qui ressort invariablement et qui tue. Et il y a bien un racisme d'Etat qui s'exprime parfois dans les déclarations mais surtout dans les violences policières, impunies par définition même de la police, qui détient le monopole de la violence légitime, du moins dans les Etats « démocratiques ». Ce racisme est consubstantiel à notre système. Tant qu'il y aura un pouvoir, il divisera pour mieux régner.

Le racisme joue aujourd'hui un rôle particulier. Ce sont les jeunes prolétaires des banlieues que la police assassine. Ce sont les habitudes culturelles, les tenues vestimentaires, les interdits alimentaires de populations des quartiers défavorisés qui sont bannis. On a proclamé la fin de la lutte de classes, la disparition de la classe ouvrière. Mais il suffit de parcourir les cités dortoirs des grands ensembles pour constater qu'elle n'a pas disparu. Le racisme est un moyen commode de brouiller les pistes. Le racisme d'Etat contre les jeunes issus de l'immigration (y compris antillaise), c'est d'abord le racisme de la bourgeoisie contre le prolétariat, l'expression de son mépris et de sa peur mélangés. Les discriminations contre ces jeunes sont aussi le reflet de la crainte d'une partie des classes moyennes de les voir leur prendre une part du gâteau,

puisqu'ils peuvent maintenant passer le bac. Dévaloriser leurs diplômes, la qualité de leur formation, c'est un autre moyen de les exclure.

Et ce brouillage marche, et très bien d'ailleurs. Pourquoi ? Parce qu'il s'appuie sur des divisions réelles, parce qu'il rencontre un écho populaire, et d'une façon très perverse.

Une évolution inquiétante

A la base, les choses semblent pourtant simples. Le racisme, quelles que soient ses variantes, est un moyen de nous diviser. Il a toujours été le meilleur moyen d'opposer les exploité-e-s entre eux et elles. Et notre antiracisme a une base de classe. Nous ne nous intéressons ni aux origines ni aux apparences. Nous nous battons pour l'émancipation, la fin de l'exploitation. Le racisme crée des catégories qui ne sont fondées ni sur ce que nous faisons, si nous vivons de l'exploitation des autres ou non, ni sur le rôle que nous jouons, si nous participons volontairement à la domination ou non, mais sur ce que nous sommes, nos origines raciales ou ethniques, nos orientations sexuelles, notre sexe, nos croyances... Le capitalisme utilise le racisme comme modalité d'exploitation. Il s'est toujours appuyé sur l'existence de populations dominées pour aggraver l'exploitation de tous : noirs contre syndicalistes blancs aux Etats-Unis ; hommes contre femmes la première moitié du 20ème siècle en France ; français-es contre immigré-e-s et sans-papiers aujourd'hui et depuis toujours. C'est cela qui lui donne une grande force. Car effectivement, ces catégories ne sont pas dans les mêmes conditions d'exploitation en termes de salaires, de qualifications, de conditions de travail... Ce qui en retour donne une base matérielle à l'implantation du racisme chez les exploité-e-s. C'est pourquoi la lutte contre le racisme est une lutte perpétuelle. C'est pourquoi aussi c'est lors de mouvements sociaux qu'il recule.

Mais un phénomène nouveau a fait son apparition à partir du début des années 80, et dont on peut remercier la gauche d'ailleurs : c'est l'ethnicisation de la lutte sociale. Il y a eu de grandes grèves d'OS dans l'industrie automobile dans les années 70. Ces ouvriers, généralement syndiqués CGT, étaient très souvent immigrés, souvent musulmans. C'était l'époque du slogan « français immigrés, même patron même combat ». Il y a eu de grandes grèves dans l'industrie automobile dans les années 80. C'était les mêmes ouvriers, toujours généralement syndiqués CGT, toujours très souvent immigrés, toujours souvent musulmans. Mais ils ont commencé à être désignés non plus comme CGT mais comme musulmans. Pierre Mauroy lui-même a initié ce tournant, qualifiant une grève à Peugeot de « grève des ayatollahs ». Il y a eu plus tard les jeunes de banlieue dénoncés comme casseurs y compris dans les milieux militants lors de manifestations lycéennes et étudiantes. Derrière le travailleur immigré, on voyait le syndicaliste, on suspecte maintenant l'islamiste. Les jeunes révoltés des quartiers populaires sont devenus « des jeunes issus de l'immigration ».

Au fur et à mesure que la conscience de classe recule, les choses ne font que s'aggraver. Ces catégories construites par le pouvoir sont maintenant reprises par tous, et brandies comme des identités naturelles. On ne parle plus de racisme mais d'islamophobie alors même que ce racisme concerne tous les ex-colonisés d'Afrique, musulmans pour certains mais chrétiens pour d'autres. Du coup, on emploie maintenant le terme de négrophobie pour désigner le racisme dont sont victimes les noirs, africains ou afro-américains, indépendamment de leur religion. On ne parle plus de lutte sociale, mais on se demande plutôt qui souffre le plus. Et là est la force du pouvoir. En reprenant systématiquement les catégories de nos ennemis, en nous égarant dans des discussions sans fin sur la question de savoir lequel parmi les racismes est le plus virulent, le plus urgent à combattre, nous perdons d'avance. Le pouvoir pourra toujours trouver des catégories délaissées à surexploiter, des groupes discriminés à opposer contre les autres.

Cette concurrence des souffrances est très habilement utilisée par le pouvoir. Bien sûr que lorsque des actes antisémites sont montés en épingle pour être dénoncés, tandis que le racisme contre les roms et les immigré-e-s peut s'exercer en toute impunité, il y a de quoi sortir de ses gonds. Bien sûr que cela peut provoquer un racisme en retour s'appuyant sur le soupçon largement répandu chez beaucoup que les juifs dirigeraient le monde... « d'ailleurs, la preuve... » Le pouvoir entretient ainsi un antisémitisme de base qui de toutes les façons ne le dérange pas ; qui est beaucoup moins dangereux pour lui que la prise de conscience sociale. Et le jeu va plus loin...

Il reste toujours des groupes d'extrême-droite pour utiliser ce sentiment diffus et le complotisme pour s'implanter dans les quartiers populaires (donc à forte composante immigrée). L'extrême-droite est fondamentalement raciste. Il y a bien sûr une extrême-droite sioniste, en partie au pouvoir d'ailleurs en Israël, et en lien avec l'extrême-droite classique, voire bien reçue par le pouvoir actuel. Il y a aussi une extrême-droite qui utilise les théories du complot (dans lesquelles les juifs sont rarement absents) pour s'implanter et faire progresser ses idées dans un milieu qui lui était a priori hostile. N'oublions pas les succès de la journée du retrait de l'école, de la manifestation pour tous et le basculement d'un certain nombre de communes traditionnellement communistes. Ces théories du complot et ce ressentiment antijuif trouvent aussi un appui important dans ce qui se passe au Moyen Orient, dans la barbarie des interventions militaires occidentales, dans l'impunité dont jouit l'Etat d'Israël, dans le retour de la dictature en Egypte... qui alimentent le sentiment d'une persécution antimusulmane. C'est oublier qu'Al Qaida est le fils illégitime de la CIA. C'est oublier que l'islamisme a d'abord été caressé dans le sens du poil pour servir les intérêts américains avant de devenir les nouveaux ennemis publics n°1. Même si leurs créatures leur échappent, l'important pour les puissances occidentales, c'est d'abord de maintenir leur domination et donc d'empêcher le réveil d'une conscience anti-impérialiste. Et aujourd'hui, l'extrême-droite fait son sale boulot en surfant sur un sentiment, certes compréhensible, pour s'implanter dans un milieu qui lui fut jusqu'ici très hostile, les milieux populaires.

La situation est grave. En se cachant derrière l'islamophobie, le racisme désigne tous les ex-colonisés comme musulmans, quelles que soient leurs croyances. C'est bien le propre du racisme que d'enfermer des populations dans des catégories qui ne sont pas les leurs. Mais en réponse, en refusant d'utiliser le terme de racisme pour désigner ce phénomène en le remplaçant par celui d'islamophobie (de la même façon d'ailleurs que le terme de capitalisme a disparu au profit de celui de libéralisme), on renforce cet enfermement, on dénonce à juste titre les discriminations dont l'islam est victime, mais on participe du même processus d'enfermement que notre adversaire. En accréditant l'idée que c'est une religion qui est pourchassée, on contribue à nier la dimension sociale du phénomène, sa dimension de classe. Pire, on renforce les aspects réactionnaires qui sont des obstacles à notre combat. La droite, qui est très certainement raciste, et tout particulièrement islamophobe, cette même droite prête à imposer le porc dans les cantines, a accueilli les musulmans à bras ouverts dans ses « manifs pour tous », et s'est ensuite appuyée sur ce mouvement pour gagner des communes dans des territoires traditionnellement « communistes ». Et aujourd'hui, le communisme quelles que soient ses variantes a disparu de l'horizon comme utopie émancipatrice, et se voit supplanté par l'islam (et un retour des religions en général). La boucle est bouclée. Le pouvoir a utilisé l'islamophobie pour stigmatiser les exploité-e-s, qui se sont alors pour certain-e-s tourné-e-s vers celui-ci comme forme de résistance, et vers une variante de l'islam qui draine particulièrement d'aspects réactionnaires. En 1936, quelques jeunes révoltés sont partis exprimer leur révolte dans les brigades internationales lors de la guerre d'Espagne. Aujourd'hui, c'est vers Daesh et autres qu'ils-elles se tournent, et même indépendamment de leurs origines

(les ex-Kevin et autres Nathalie ne sont plus des exceptions parmi les « martyrs »).

Nous devons combattre le racisme sous toutes ses formes sur une base de classe. Nous devons le combattre parce qu'il nous divise. Nous devons le combattre parce que viscéralement nous refusons d'être enfermés dans des origines, des croyances, des pratiques. Nous n'accepterons jamais que des êtres humains soient assassiné-e-s pour le simple fait d'exister, et c'est pourquoi nous refusons aussi bien l'antisémitisme que le racisme dominant. Ce qui nous unit, c'est notre combat contre l'exploitation et la domination, et non l'appartenance à telle ou telle communauté. C'est pourquoi nous ne rentrerons jamais dans une concurrence malsaine des souffrances. Et nous avons conscience que sur le chemin de notre combat, nous devons lutter contre un ensemble d'idéologies réactionnaires ; que ce n'est pas en caressant les idées réactionnaires dans le sens du poil, ou en fermant les yeux à leur sujet, que nous avancerons. Nous avons une réflexion à mener sur les bases du racisme, sur ce qui le rend si populaire, sur pourquoi les idées d'émancipation reculent largement, et cette réflexion est urgente.

OCL Paris

- 1) Rappelons qu'une bourde de Raymond Barre après l'attentat de la rue des Rosiers ("qui visait des Israélites et a tué des Français innocents") a coûté pas mal de voix à Giscard lors de sa défaite contre Mitterrand.
- 2) Qui sont perpétuellement sommés de prouver qu'ils le sont bien.

DE QUOI L' « ISLAMOPHOBIE » EST-ELLE LE NOM ?

Le nouvel ennemi

Günther Anders écrit en 1979 : « si l'Union soviétique n'avait pas existé, les États-Unis l'auraient inventé »¹. Entre nations ou « blocs », la rivalité avec un ennemi a toutes sortes d'avantages pour au moins un des deux protagonistes. La concurrence économique, la course aux armements et leur écoulement au cours de guerres interposées ou « périphériques » est un moteur de l'innovation technique et de la croissance. L'ennemi extérieur est non seulement une émulation militaire et économique, mais aussi un argument d'autorité en faveur du *statu quo* dans le pays au nom de « l'intérêt supérieur de la nation » et du rassemblement de celle-ci derrière l'État (dont l'appel à l'unité nationale au lendemain des événements de janvier a été la pitoyable illustration). Lorsque l'ennemi devient intérieur, présent « dans le sein même de la nation », il légitime lois martiales et liberticides (du *Patriot Act* à la loi sur le renseignement étudiée depuis le 1er avril à l'Assemblée nationale), présence de l'armée sur le territoire national (de la guerre d'Algérie au Plan Vigipirate), contrôle accru et désignation de certaines catégories de la population comme classes dangereuses et/ou boucs émissaires². En bref, capitalistes et États ont besoin d'un ennemi pour maximiser leurs profits, légitimer et renforcer le contrôle des populations tout en les divisant.

Avec la chute de l'URSS, le « bloc occidental » doit trouver un nouvel ennemi. Prenez un mouvement que vous avez financé, armé et formé, en bref que vous avez grandement contribué à organiser et le tour est joué³. Puis martelez à longueur d'ondes que nous vivons une *refondation de l'ordre mondial* qui s'articule désormais autour d'un *choc de civilisations* dans lequel l'organisation géopolitique du monde serait fondée non plus sur des clivages idéologiques « politiques », mais sur des oppositions culturelles plus floues à l'origine de « guerres civilisationnelles » dans lesquelles le substrat religieux tiendrait une place centrale⁴. Ce « nouvel ennemi » aura un avantage sur le précédent : dépolitiser un « conflit » qui se voudra désormais culturel et religieux.

Singularités françaises

La France, de par son histoire coloniale et migratoire, traduit de manière singulière cette « refondation de l'ordre mondial ». La construction médiatico-politique du « problème musulman », à l'origine de la bien mal nommée « islamophobie », y est plus ancienne que la chute de l'URSS : le mot « islamophobie » apparaîtrait pour la première fois en France en 1910⁵. Cette construction du « problème musulman » est un processus historique de racialisation et d'assignation d'une identité religieuse homogénéisante à des groupes hétérogènes⁶. Illustration éloquentes : le Ministère de l'Intérieur, responsable des cultes, entretient toujours la confusion entre religion et origine géographique en considérant comme musulmane toute personne issue d'un pays à majorité musulmane⁷. Contrairement à ce qu'elle laisse entendre, cette identité de groupe ne différencie pas les musulmans des autres croyants, mais les immigrés et Français d'origines maghrébines et subsahariennes des « Français de souche » et de manière plus

générale des « blancs de type européen ». Comprise ainsi, « l'islamophobie » recycle de vieux racismes (anti-arabe, antimaghrébin, anti-noir) tout en se parant de la respectabilité de la défense des « Droits de l'Homme » et des « vertus » démocratiques et républicaines (égalité des sexes, liberté d'expression,...), c'est-à-dire en déplaçant sur le plan culturel et politique une distinction raciste et homogénéisante.

Il importe de préciser ici que ce « racisme respectable » doit être pensé comme conséquence de la construction du « problème musulman » et ne peut désigner que l'hostilité envers les personnes musulmanes parce que musulmanes ou supposées telles. En effet, cette notion ne saurait être appliquée à toute critique de l'Islam et des pratiques musulmanes quelles qu'elles soient, Islam et pratiques qu'il convient de mettre au pluriel tant les manières de vivre cette religion sont variées et peuvent différer (ce que masque la construction du « problème musulman »). Pour cette raison, il semble d'ailleurs difficile voire impossible de faire une critique de l'Islam en général, si ce n'est du Coran qui reste la pierre angulaire de tous les musulmans et dont, par ailleurs, les lectures diffèrent d'un mouvement de l'Islam à l'autre (on rappellera simplement la distinction entre Chiites et Sunnites d'un point de vue historique, entre orthodoxies et soufismes sur un plan théologique). En revanche, le fait de pouvoir critiquer le Coran, telle ou telle pratique ou encore tel ou tel mouvement se revendiquant de l'Islam ne doit surtout pas être remis en cause... à moins de renoncer à être des êtres pensants⁸. Or la notion d' « islamophobie » contient en soi la confusion entre Islam et musulmans (et se dire « anti-islamophobie » l'entretient). Tout mouvement qui se fait le défenseur de l'Islam *au nom* des musulmans se trompe non seulement de combat mais pourrait s'avérer l'ennemi des mouvements d'émancipation.

D'autre part, le recours massif à l'immigration depuis les pays colonisés à majorité musulmane après la Seconde Guerre mondiale pour accomplir des tâches que la plupart des Français jugeaient indignes d'eux a permis d'appuyer l'exploitation capitaliste sur une domination coloniale et raciale. Aujourd'hui encore, la sur-représentation parmi la classe populaire et leur concentration dans les quartiers les plus pauvres des personnes immigrées et issues de l'immigration⁹ des anciennes colonies n'est un secret pour personne. Ce ne saurait être un hasard si l'un des premiers jalons de la construction du « problème musulman » fut posé en janvier 1983 lors des grèves de Citroën-Aulnay et Talbot-Poissy. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Gaston Defferre, membre du gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, dénonce alors « des grèves saintes, d'intégristes, de musulmans, de chiites »¹⁰ en vue de désolidariser le reste de la population des grévistes, de diviser ces derniers entre eux et de délégitimer leurs revendications. La catégorie visée à travers la construction du « problème musulman » est en fait la classe populaire, divisée ainsi entre « Français de souche » et « musulmans » puis entre « bons » et « mauvais » musulmans, en fin de compte entre « bons pauvres » et classes dangereuses. En bref, diviser pour mieux régner et asseoir la domination de classe tout en renforçant nationalistes, racistes, xénophobes et extrémistes religieux de tout poil prêt à défendre les intérêts des capitalistes au nom de leur commune identité contre leur frères de misère. Ces dynamiques sont au moins aussi vieilles que le capitalisme, mais les formes qu'elles prennent s'avèrent relativement nouvelles.

Classe, « race »¹¹, sexe

L'organisation capitaliste de la société en classes sociales ne s'impose pas en se substituant aux autres catégories différenciées et hiérarchisantes, telles que la race, le sexe ou l'âge. Au contraire, l'exploitation inhérente au capitalisme s'appuie sur tous les leviers de domination préexistants, quitte à en créer de nouveaux. Si ces catégories exigent indéniablement d'être pensées et les discriminations de toutes sortes qu'elles entraînent combattues, il n'en demeure pas moins que le principe organisateur de la domination reste l'organisation de la société en classes par le capitalisme. En effet, celui-ci s'accommode très bien de ce qu'une jeune femme musulmane chef d'entreprise domine et exploite un vieil ouvrier d'origine européenne, chrétien ou athée. Si nous vivons bien dans des sociétés majoritairement et à domination blanches, hétérosexuelles, patriarcales et capitalistes, oublier que le maître mot de cette suite d'adjectifs est « capitaliste » revient à faire le jeu des dominants.

D'où l'imposture d'une certaine sociologie et de grilles de lecture militantes qui mettent sur le même plan classe, race et sexe. Car si ces catégories ont toute leur pertinence pour comprendre les leviers de domination qui traversent nos sociétés (auxquels viennent s'ajouter l'orientation sexuelle, l'âge, et plus récemment le lieu d'habitation et la religion), en dernier ressort, c'est bien la classe sociale qui orchestre ces dominations tout en se faisant oublier – et c'est là sa dimension la plus pernicieuse – derrière ces autres catégories sur lesquelles elle s'appuie. Parler de classes sociales et *a fortiori* de lutte des classes aujourd'hui revient à passer pour un gauchiste archaïque et mal dégrossi. Les récits sont vidés de leur contenu et référentiel politique par l'intrusion massive de la langue économique et techniciste dans toutes les sphères de nos vies. La sémantique classiste n'a jamais été aussi absente et jugée rétrograde ; les richesses jamais tant concentrées. Faut-il rappeler que le patrimoine des 80 personnes les plus riches de la planète représente aujourd'hui l'équivalent de ce que possèdent les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres¹² ? Que les métropoles pompent toutes les richesses de leurs territoires au détriment des petites villes, des campagnes et des banlieues ? Que les classes populaires sont repoussées toujours plus loin de la centralité urbaine par une bourgeoisie qui s'y concentre, gentrifiant rue après rue, quartier par quartier des villes de plus en plus aseptisées ?

Au sujet de la disparition de l'analyse classiste des champs médiatico-politiques, il est important de rappeler que les dominants conservent quant à eux une puissante conscience de classe¹³. Il suffira de rappeler la désormais célèbre phrase de Warren Buffet prononcée sur CNN en 2005 : « il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner ». La première classe est consciente de ses intérêts communs et ne se divise pas sur des questions raciales, genrées ou religieuses... juste bonnes à diviser les exploités.

Quand les revendications sociétales tendent à dominer les luttes sociales :

« de la lutte des classes à la lutte des places »

Depuis la fin des années 1960, les revendications sociétales et catégorielles (féministes, homosexuelles, anti-racistes,...), revendiquant droits et intégration dans la société, sont venus progressivement se substituer aux luttes pour la transformation radicale de celle-ci. Il ne s'agit

plus d'abolir une organisation sociale capitaliste qui repose sur l'exploitation de presque tous par quelques-uns, mais de revendiquer son droit à l'intégration, à exploiter ou à être exploité *comme les autres*, sans domination sensible, une exploitation « douce » en quelques sortes, sournoise, insidieuse, quel que soit son genre, sa sexualité, sa couleur de peau, son âge, sa religion etc.¹⁴

Certains rétorqueront peut-être que le capitalisme est un produit de sociétés patriarcales, racistes, hétérosexuelles, et que, par conséquent, lutter contre ces formes de domination, c'est lutter contre l'exploitation capitaliste elle-même. Si l'argument est tentant, il reste néanmoins fort douteux : n'oublions pas qu'au cours du très patriarcal XIX^{ème} siècle, les femmes de la bourgeoisie dominaient les hommes du prolétariat. Défendre cette position aujourd'hui relève de la plus grande tartufferie et s'avère même particulièrement dangereux dans la mesure où cela masque la facilité avec laquelle la dynamique capitaliste intègre les « revendications sociétales » et, *in fine*, les tourne à son avantage. Cette dernière s'accommode parfaitement de femmes cheffes d'entreprises et d'États, comme nous le confirment les mandats successifs de Margaret Thatcher ou Angela Merkel. Sur les questions raciales, l'élection de Barack Hussein Obama (qui plus est né d'un père musulman) va également dans ce sens. C'est pourquoi toute revendication d'une minorité qui lutte pour son émancipation à l'intérieur même du cadre fixé par le capitalisme et ses tenants n'est pas récupérable : elle est déjà récupérée ! Non seulement elle s'inscrit dans les règles du jeu des démocraties capitalistes et revendique son intégration au sein de celles-ci -ce qui donne tout son sens à la phrase : « De la lutte des classes à la lutte des places »-, mais elle détourne l'attention de *La question sociale* -relative à la maîtrise des moyens de production- vers des problèmes « sociétaux » (ce qui ne veut pas dire qu'ils soient sans importance).

Plus largement, toute revendication se limitant à combattre certaines formes de domination plutôt que la domination *en soi* (sous toutes ses formes¹⁵) est doublement dangereuse : elle tend non seulement à diviser les dominés entre eux (et les mouvements qui disent les défendre) mais aussi à reproduire des rapports de domination, supports de l'exploitation.

Pour des luttes qui ne soient pas définies par ce (ni ceux) qu'elles disent combattre

On l'aura compris : il ne s'agit certainement pas ici de nier, bien au contraire, la montée de du racisme envers les musulmans ou supposés tels en France et de manière plus générale en Occident, même si cet article ne se veut pas une analyse de ce phénomène. En revanche, il se veut une mise en garde vis-à-vis des réactions épidermiques et irréfléchies à cette montée nauséabonde, mise en garde adressée à celles et ceux qui seraient tentés de laisser définir leurs revendications et attitudes militantes par cela (ceux-là) même qu'ils combattent.

En France et de manière plus générale en Occident, particulièrement en période de « crise », parler d'un « problème musulman » est devenu un chiffon rouge sang destiné à détourner notre attention de la concentration de plus en plus obscène de richesses quand la majorité s'appauvrit voire s'enfonce dans la misère (sans parler du saccage de la nature, de la menace du nucléaire militaire et civil, du contrôle social sans précédent permis par les nanotechnologies et l'Internet des objets¹⁶,...). A « l'extérieur », les guerres et politiques impérialistes néo-coloniales menées au nom de la lutte contre le « terrorisme islamiste » ont essentiellement

contribué à semer le chaos du Cameroun au Pakistan en entraînant la libre circulation d'armes de guerre et en exacerbant les tensions. Les bourreaux appartiennent aux « deux camps » (celui des « démocraties libérales » et celui de la « charia »). En revanche, ici comme là-bas, leurs victimes n'appartiennent à aucun, si ce n'est celui des « damnés de la terre », des dominés et des exploités, atomisés en « minorités ».

C'est pourquoi se positionner sur les questions telles qu'elles sont posées par les discours médiatico-politiques dominants sans interroger ces questions elles-mêmes (par exemple en se revendiquant de « l'anti-islamophobie »), c'est s'engouffrer dans les amalgames et confusions qu'elles impliquent, c'est faire le jeu des dominants, s'inscrire dans les règles telles qu'ils les ont définies. Quand a été posée, par exemple, la question du port du voile dans les lieux publics (jalon essentiel de la construction du « problème musulman »), il ne s'agissait pas tant de répondre « oui » ou « non » et de pousser des cris d'indignation en dénonçant la stigmatisation des musulmans. Du moins pas seulement. Il s'agissait surtout de se demander : de quoi cette question est-elle le nom ? Quels amalgames et confusions suscite et entretient-elle ? Vers quoi et de quoi cherche-t-elle à détourner nos regards ? Quel prétendu problème cherche-t-elle à construire ? A qui profite le crime ? Et surtout, comment lutter et agir sans se contenter de *réagir* ? Cet article s'est efforcé d'esquisser quelques pistes de réflexion (sans prétendre, loin s'en faut, épuiser le sujet).

Il s'agit de pas laisser aliéner nos combats par les dominants, et donc de ne pas s'enfermer dans des luttes catégorielles ni de retourner le stigmate en criant « *Islam is beautiful* » (une forme de racisme encore plus respectable) mais de lutter en profondeur contre toutes les formes de domination dans une société capitaliste dont l'organisation en classe sociale demeure le paradigme. En bref, de ne pas nous laisser enfumer ni diviser. Car *in fine*, ce sont bien les classes populaires et les mouvements d'émancipation qui sont visés par la construction du « problème musulman ».

Simon
Avril 2015

1 Günther Anders, *L'Obsolescence de l'Homme. Tome II, Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle* (1979), Éditions Faro, Paris, 2011, p.18

2 Voir à ce sujet Mathieu Rigouste, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Coll. "Poche/Essai", Éditions La Découverte, Paris, 2011

3 Les États-Unis ont financé et formé militairement les Talibans, dont un certain Oussama Ben Laden, contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979. Aucune thèse conspirationnistes ici : les Etats-Unis n'ont pas créé les Talibans et ne les ont pas formé et armé en vue d'en faire les premiers avatars du « nouvel ennemi » ; l'islamisme politique, et de manière plus générale le fondamentalisme politico-religieux, existaient bien avant la création des USA. Il s'agit simplement de rappeler que les alliés deviennent rapidement des ennemis (et inversement) en fonction des intérêts et du contexte. D'autre part, dans la perspective qui est la nôtre, «l'ennemi

idéologique » s'avère de fait « un allié objectif ». Illustration parmi tant d'autres : Daesh, en diffusant des vidéos de décapitation sur Internet, sert la propagande occidentale.

4 Théorie défendue par Samuel Huntington dans un article paru dès 1993 puis développée dans le livre *Le Choc des Civilisations et la Refondation de l'Ordre Mondial (The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* en anglais) publié en 1996... Tout un programme ! *Heavenly City_Skyscraper* de Yang Yongliang

5 Dans l'ouvrage d'Alain Quellien, *La politique musulmane dans l'Afrique Occidentale Française*, 1910

6 À ce sujet, il semblerait plus juste de parler de « musulmanophobie », plutôt que d' « islamophobie » (nous y reviendrons)

7 Ainsi, si le Ministère recense 5 à 6 millions de musulmans en France en 2010, seul 2 millions se disent croyants et pratiquants (enquête Insee/Ined d'octobre 2010). Sur cette confusion entre musulmans et personnes issues de pays majoritairement musulman, rappelons que lorsque l'Algérie était encore française, les (pas encore) Algériens étaient nommés officiellement « Français musulmans d'Algérie »

8 Renoncement que cherchent à produire les fatwas en tout genre...

9 L'expression « issu de l'immigration » mérite d'être interrogée : pendant combien de générations est-on considéré comme « issu de l'immigration » ? Cette durée est-elle la même pour les personnes de « type européen » et les autres ? Si on peut remonter à dix générations, il y a fort à parier qu'on ne trouverait pas beaucoup de « Français de souche », et c'est tant mieux.

10 Cité in Tiphaine Le Liboux, « Islamophobie : entretient avec Marwan Mohammed », *Rue89*, 04/08/2013

11 Par le terme « race », nous entendons évidemment une catégorie sociale relative à l'assignation d'une identité en fonction du type physique, et non une catégorie biologique. Il n'y a, bien sûr, qu'une race humaine.

12 Rapport Thématique d'Oxfam, *Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout*, janvier 2015

13 On pensera notamment aux travaux sociologiques des Pinçon-Charlot sur la grande bourgeoisie.

14 Françoise d'Eaubonne, co-fondatrice du Fhar, Front homosexuel d'action révolutionnaire, écrit en 1971 : « vous dîtes que la société doit intégrer les homosexuels, moi, je dis que les homosexuels doivent désintégrer la société ». Une telle affirmation est révélatrice du clivage profond entre des mouvements porteurs de revendications d'intégration (revendications sociétales) et des luttes remettant en cause l'ordre social dans sa globalité.

15 On est même fortement tenté d'y inclure la domination et l'exploitation de la nature. En effet, considérer celle-ci comme une simple matière première à dominer et exploiter est non seulement abject en soi, mais aura de surcroît ouvert la voie à considérer l'humain de même. « *Être, c'est "être-matière-première"* - telle est la thèse métaphysique fondamentale de l'industrialisme » ainsi que la définit Günther Anders dans le deuxième tome de *L'Obsolescence de l'homme*, p.33

16 L'Internet des objets reconfigure totalement la notion classique de contrôle. Il réduit le monde à un ensemble d'objets interconnectés dans lequel le moindre mouvement est instantanément traduit en terme de données informatiques livrées à des algorithmes chargés d'établir profils et probabilités de manière à anticiper l'avenir. La machine se fait oracle, l'oracle se fait tyran : il « contrôle » et détermine règles et normes en vertu et fonction de sa prétendue prescience de l'avenir.

Islamophobie ou prolophobie ?

Au lendemain des assassinats perpétrés à Charlie Hebdo et dans le magasin Hyper Cacher, des élèves ont refusé d'observer la minute de silence en hommage aux victimes. Un des arguments avancés par les récalcitrants touchait aux "deux poids, deux mesures" de la liberté d'expression en France : pourquoi parle-t-on autant de cette tuerie alors que des gens meurent dans l'indifférence au Proche-Orient ? Pourquoi Charlie Hebdo pourrait-il injurier une figure sacrée de l'islam quand Dieudonné se voit interdire de critiquer les juifs ? La question est jugée si cruciale que Mme Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, a estimé, le 15 janvier dernier, qu'il était nécessaire de former les enseignants pour y répondre.

A n'en pas douter, la formation proposée reprendra l'argument développé par les principaux médias et partis politiques depuis le début de l'affaire des caricatures : il existe une différence de nature entre des dessins considérés comme blasphématoires par des croyants et des propos antisémites constitutifs d'un délit car portant atteinte à la dignité des personnes. Il est également probable que l'explication ne fera pas taire tous les rebelles. Car le cas de Dieudonné et des caricatures masque un problème plus profond : des éditorialistes et des intellectuels comme Alain Finkielkraut, Eric Zemmour, Philippe Tesson, mais aussi des journaux comme Le Point, L'Express, Valeurs actuelles ou encore Le Figaro, peuvent afficher leur rejet de l'islam, tantôt décrit comme une croyance rétrograde, tantôt comme une "menace pour l'identité de notre pays" selon les mots d'un sondage commandé par le site Atlantico.fr, dont on peine à imaginer qu'il évoque de la sorte une autre religion. "La popularité de Dieudonné tient au fait que, pour lui, si on peut s'en prendre impunément ou presque aux Noirs, aux Arabes, aux musulmans, en un mot aux 'subalternes', il est quasiment impossible de toucher à un seul cheveu des juifs ou de toucher à Israël, sans être immédiatement taxé d'antisémitisme", estime l'ethnologue Jean-Loup Amselle.

Ce fonctionnement de la liberté d'expression est interprété de diverses manières. Certains le justifient par le génocide juif et un antisémitisme séculaire au sein de la société française, qui obligerait à rester constamment sur ses gardes. Pour d'autres, il reflète une islamophobie profondément ancrée dans les mentalités, héritée de la période coloniale, qui rend tolérables aux yeux de tous les propos hostiles aux musulmans. Quant à eux, les adeptes des théories du complot voient dans ce déséquilibre le signe de la prétendue mainmise des juifs sur les médias et les organes de pouvoir : en alimentant la haine de l'islam, le "lobby juif" légitimerait les interventions occidentales dans le monde arabe pour, au final, favoriser les desseins d'Israël ou de Washington. Ce type de discours, produit et relayé par les sites d'Alain Soral ou de Thierry Meyssan, rencontre un succès grandissant. Il profite, pour s'implanter dans les esprits, du vide théorique et politique laissé par le reflux des formations progressistes.

Ces interprétations, pour différentes qu'elles soient, reposent sur une même approche ethnoculturelle, qui définit les groupes sociaux selon leurs origines ou leurs religions (les "juifs", les "musulmans", les "Arabes"). Mais le "deux poids, deux mesures" observé en matière

de discours stigmatisants se prête à une tout autre lecture, essentiellement sociale. Les juifs sont implantés en France de très longue date, dès les premiers siècles de l'ère chrétienne. Beaucoup s'installent entre la fin du XIXe siècle et le début de la seconde guerre mondiale, fuyant les pogroms et la montée du nazisme en Europe centrale et orientale. Ouvriers, artisans ou petits commerçants, les juifs arrivés dans l'entre-deux-guerres vivent souvent dans des quartiers pauvres et délabrés, où ils se heurtent au racisme de leurs voisins français. Comme nombre de réfugiés, ils disposent parfois d'un capital culturel supérieur à la moyenne de leur pays d'origine (un trait également observé parmi les réfugiés afghans, syriens ou africains). Puis une nouvelle vague, issue de la décolonisation de l'Afrique du Nord, se produit après 1945. Au fil des décennies, certains descendants de ces premiers arrivés s'élèvent dans la société, au point d'occuper aujourd'hui des postes de pouvoir, notamment dans les milieux journalistique, politique et universitaire ' c'est-à-dire ceux qui produisent, orientent et contrôlent les discours publics.

Les immigrés de culture musulmane, eux, sont plus nombreux à arriver en France après la seconde guerre mondiale, et surtout à partir des années 1960, en provenance du Maghreb puis d'Afrique subsaharienne, parfois recrutés par l'industrie en fonction de critères physiques. Leurs enfants et leurs petits-enfants grandissent dans une société en crise, frappée par un chômage de masse et une précarité croissante dont ils sont les premières victimes et qui amenuisent leurs chances d'ascension sociale. Si certains se hissent au rang des classes moyennes et même supérieures, ils demeurent globalement peu représentés dans les plus hautes sphères. Fréquemment attaqués par les médias et les dirigeants politiques, les étrangers et les Français musulmans ont peu d'armes pour se défendre dans l'arène publique, ce qui permet au discours raciste de fonctionner à plein régime. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les Roms, groupe le plus dépourvu de ressources pour s'opposer aux discours stigmatisants, font l'objet d'attaques plus rudes encore, depuis M. Jean-Marie Le Pen, qui juge leur " présence odorante et urticante ", jusqu'à M. Manuel Valls, selon lequel " les Roms ne peuvent pas s'insérer en France, dans leur majorité " et ont donc " vocation à rentrer chez eux ".

La situation actuelle des juifs et des musulmans fait écho, par certains aspects, à celle des migrants russes et arméniens de l'entre-deux-guerres. Les Russes émigrent en France après les révolutions de 1905 et, surtout, de 1917 ; leur nombre s'élève à soixante-douze mille en 1931. La plupart travaillent dans l'industrie automobile ou comme chauffeurs de taxi, et appartiennent aux catégories populaires. Mais le groupe compte également une élite généralement francophone, souvent issue de la noblesse ou de la bourgeoisie : des peintres, des journalistes, des éditeurs, des écrivains si bien insérés dans le milieu culturel parisien qu'ils impulsent une " mode russe " dans les années 1920. L'ensemble du groupe profite de cette réussite, bénéficiant d'un " traitement de faveur " qui le met à l'abri des brimades frappant d'autres migrants.

Les Arméniens, par exemple. Arrivés en France après le génocide de 1915, ils occupent presque exclusivement des emplois non qualifiés. Quoique peu nombreux (dix-sept mille en

1931), ils sont jugés d'emblée " inassimilables ". " Si les Russes sont loin du peuple français à bien des égards, ils ont en général un niveau culturel qui permet des contacts. Avec les Arméniens, ce contact même est difficile ", considère ainsi Georges Mauco, la tête pensante des politiques migratoires pendant les années 1930 et sous le régime de Vichy. Ainsi la condition sociale détermine-t-elle puissamment la perception des migrants comme celle de leurs descendants, par le truchement du bouclier institutionnel qu'elle procure aux uns et dont elle prive les autres. Pourtant, depuis trente ans, cette grille de lecture est de moins en moins mobilisée : on lui préfère une analyse culturelle, qui envisage les problèmes des migrants selon des critères d'origine.

Le tournant intervient entre 1977 et 1984. Pendant les trois décennies précédentes, la thématique de l'immigration est peu présente dans les discours publics. Les médias évoquent les étrangers incidemment, quand ils parlent de logement, d'emploi ou d'économie. Loin de ses positions des années 1930, la droite salue alors l'apport des travailleurs étrangers. Ainsi, après la mort de cinq ouvriers africains asphyxiés dans leur sommeil par les fumées d'un feu mal éteint dans un foyer d'Aubervilliers, Le Figaro explique, sur un ton qu'on ne lui connaît plus : " Qui veille à la santé de ces infortunés transplantés ? Ils balaient les rues lorsque les caniveaux sont gelés, puis ils tentent de triompher de la tuberculose qui les mine ou de l'oxyde de carbone ! Voilà le sort de ces déshérités. Il importe d'y apporter d'urgence un remède . "

La situation change avec la crise économique en 1975 et, plus encore, après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. En moins de trois ans, la question des " travailleurs immigrés " cède le pas au " problème des Arabes ", de la " deuxième génération " et, par ricochet, des musulmans. Des événements qu'on analysait autrefois de manière sociale sont désormais abordés selon un biais ethnique.

En juillet 1981, des jeunes affrontent la police dans le quartier des Minguettes, à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise . Comme en 1976 et en 1979, mais, à l'époque, la presse locale avait cantonné l'affaire à la rubrique " faits divers ". Passée dans l'opposition, la droite entend cette fois profiter de l'événement pour affaiblir le nouveau gouvernement, qui vient de régulariser cent mille clandestins. Aussi transforme-t-elle ces affrontements en fait de société, témoignant du " problème de l'immigration ", alors même qu'on pouvait y voir le résultat de la dégradation physique et sociale des grands ensembles de logements sociaux ou du désœuvrement des jeunes dans un contexte de chômage endémique et de " désouvriérisme massive. " Dans les quartiers à forte densité maghrébine, la situation devient explosive. Le gouvernement, en supprimant les expulsions d'individus douteux, encourage donc les dévoyés ", écrit Le Figaro le 7 juillet 1981. Dès lors, ce que l'historien Gérard Noiriel appelle le " filon national-sécuritaire " sera exploité sans relâche par ce journal, qui dénonce tour à tour les régularisations de sans-papiers ouvrant " en grand la porte de notre pays à l'invasion et à l'aventure " (22 septembre 1981), les " bandes de loubards essentiellement d'origine maghrébine " (5 juillet 1982), ou encore la " loi des immigrés " qui régirait le quartier des Minguettes (22 mars 1983).

Ce discours se teinte d'une coloration religieuse au moment des grèves dans l'industrie automobile ' un secteur durement touché par la crise, dans lequel la main-d'œuvre étrangère constitue plus de la moitié des effectifs. Le mouvement commence à l'automne 1981 et atteint son point culminant en 1983-1984. Ce qui n'était au départ qu'un simple conflit du travail, rappelant par certains aspects le mouvement de grève spontané qui naquit de la victoire du Front populaire en 1936, est alors présenté comme un affrontement culturel. Sous prétexte qu'ils demandent, entre autres, l'ouverture de salles de prière dans les usines ' une pratique encouragée par le patronat dans les années 1970, qui y voyait un moyen d'assurer la paix sociale ', le gouvernement et la presse accusent les grévistes d'être manipulés par les ayatollahs iraniens. Ces travailleurs " sont agités par des groupes religieux et politiques dont les mobiles ont peu à voir avec les réalités sociales françaises ", explique le premier ministre Pierre Mauroy le 11 janvier 1983.

Même son de cloche au Figaro, qui ajoute : " Les plus optimistes comptent sur les facultés d'assimilation des populations étrangères, comme cela s'est produit dans le passé avec les colonies italiennes et portugaises. Mais l'exemple n'est hélas plus valable. L'origine culturelle de la nouvelle immigration constitue un obstacle difficile à surmonter. " Or les Portugais n'ont pas toujours eu aussi bonne presse. Longtemps leurs pratiques religieuses ostensibles et empreintes de superstition leur furent reprochées, au point qu'ils furent décrits, dans l'entre-deux-guerres, comme une " race exotique ", plus difficile à intégrer que les Italiens. Lesquels furent, auparavant, jugés moins intégrables que les Belges.

Quand elle ne s'aligne pas sur la position de ses adversaires, la gauche des années 1980 répond aux attaques contre l'immigration maghrébine en valorisant la " culture beure ", reprenant, de manière inversée, le discours culturaliste de la droite. Libération, qui joue un rôle actif dans cette entreprise, ouvre dès septembre 1982 une rubrique " Beur " qui informe sur les événements artistiques supposés intéresser les membres de cette " communauté ". Puis le quotidien soutient activement la Marche pour l'égalité et contre le racisme, qu'il rebaptise " Marche des beurs " et dont il détourne le sens, et accompagne la création de SOS Racisme par des proches du Parti socialiste, contribuant ainsi à déplacer le regard de la lutte pour l'égalité à celle contre les discriminations. Le Monde se réjouit que " les enfants de la seconde génération immigrée s'emparent de la chanson, du cinéma, du théâtre " (4 juillet 1983), tandis que l'hebdomadaire Marie-Claire célèbre la " crème des beurs "(avril 1984). Mais, si la culture de l'élite gagne en légitimité, la base, dont les conditions d'existence se dégradent sous l'effet de la désindustrialisation, reste en butte au mépris.

En moins de trois ans, le débat sur l'immigration a été vidé de son contenu social. Depuis ce renversement, les étrangers et leurs descendants sont sans cesse rappelés à leur " communauté ", à leur religion, au risque d'accentuer le fossé entre les Français " autochtones " d'un côté, les immigrés et leurs descendants de l'autre. Les sujets directement liés à l'immigration (le racisme, les discriminations, etc.) sont abordés comme des problèmes

culturels, alimentant les préjugés, le fantasme d'un " choc des civilisations " et la poussée de l'extrême droite. Quelle que soit sa cause, tout événement géopolitique, social ou même sportif impliquant une majorité d'acteurs d'origine arabe ou musulmane ravive inmanquablement le débat sur l'islam, l'immigration et la place de ces derniers dans la République : guerre du Golfe, attentats du 11-Septembre, conflit israélo-palestinien, affrontements entre jeunes et policiers en banlieue, footballeurs d'origine algérienne s'abstenant de chanter La Marseillaise, etc.

Or le sentiment d'appartenance à une " communauté " arabe ou musulmane n'est pas une donnée naturelle. Il se construit au fil des politiques publiques (création de structures comme l'Union des organisations islamiques de France, en 1983, financement d'associations), mais aussi de ces événements qui renvoient les populations immigrées à leurs origines. A cet égard, la guerre du Golfe (1990-1991) a joué un rôle fondateur. Alors que les bombardiers alliés décollent vers Bagdad, quelques élèves de collège et de lycée dénoncent la domination de l'Occident et affichent leur solidarité avec le monde arabe." Saddam, c'est un Arabe en butte à l'ostracisme de tous, comme nous dans nos cités. Pour une fois, nous ne nous sentons pas humiliés, mais défendus ", déclarait alors un lycéen. Ces réactions, très minoritaires, déclenchent aussitôt un débat sur la loyauté des enfants d'immigrés. " Quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, le beur de Saint-Denis se sentira toujours proche de ses frères qui conspuent la France dans les rues d'Alger et de Tunis ", écrit Le Figaro Magazine (25 janvier 1991). Par réaction, les enfants d'immigrés affirment davantage leurs origines et leur religion stigmatisées. Selon les sociologues Stéphane Beaud et Olivier Masclet, cette guerre joue " un rôle important dans la construction d'une conscience plus raciale que sociale chez les enfants d'immigrés maghrébins, d'autant plus enclins à penser la société sous la forme d'oppositions successives ' Eux/Nous, Occidentaux/Arabes, Français/immigrés, riches/pauvres, etc. ' qu'ils sont eux-mêmes marqués par leur expérience de diverses formes de relégation ".

L'idée que les populations arabe et noire posent un problème inédit dans l'histoire de l'immigration a progressivement gagné l'ensemble du spectre politique. Elle divise même la gauche radicale, dont certains courants postulent la singularité des immigrés " postcoloniaux " et de la manière dont ils seraient perçus par les " Blancs ". " Le traitement des populations issues de la colonisation prolonge, sans s'y réduire, la politique coloniale ", indique l'appel des Indigènes de la République lancé en 2005. " C'est bien en tant qu'Arabes, que Noirs ou que musulmans que les populations issues des anciennes colonies sont discriminées et stigmatisées ", estime Sadri Khiari, l'un des fondateurs du mouvement. Selon lui, la " violence spécifique dont les Noirs et les Arabes sont l'objet ou qu'ils portent dans leur mémoire en tant que descendants de colonisés et émigrés-immigrés détermine des revendications qui n'appartiennent qu'à eux, comme celles relatives aux discriminations raciales, au respect de leurs parents, à l'abrogation de la double peine ou, pour les musulmans, au droit d'avoir des lieux de prière dignes et de porter le voile. En réalité, même lorsque leurs exigences sont identiques à celles de leurs voisins blancs, eh bien elles sont différentes ".

Ce discours, qui contribue à mettre en concurrence des causes légitimes (celle des classes populaires “ blanches “ et celle des “ minorités “) en privilégiant ce qui les sépare au détriment de ce qui les rapproche, s’appuie sur un postulat discutable : si les Noirs et les Arabes sont discriminés, est-ce essentiellement en fonction de leur couleur de peau ou bien en tant que pauvres ? L’exemple des “ contrôles au faciès “, à l’origine de fréquents affrontements entre jeunes et policiers, éclaire la problématique. En 2007-2008, deux sociologues ont suivi discrètement des patrouilles de police aux abords des stations de métro Gare-du-Nord et Châtelet ‘ Les Halles, à Paris. Passant au crible cinq cent vingt-cinq contrôles, ils constatent que les personnes identifiées comme “ noires “ ou “ arabes “ ont respectivement 6 et 7,8 fois plus de risque d’être contrôlées que les Blancs. Mais une autre variable s’avère tout aussi déterminante : l’apparence vestimentaire. Les personnes vêtues d’une “ tenue jeune “, en particulier celles qui arboraient un “ look hip-hop “, présentent 11, fois plus de risque d’être contrôlées que celles portant une “ tenue de ville “ ou “ décontractée “. Autrement dit, un “ Blanc “ avec un survêtement et une casquette ‘ la panoplie de la jeunesse populaire de banlieue ‘ est plus exposé à la répression policière qu’un “ Noir “ portant un costume et une cravate.

Evidemment, la frontière entre ces variables n’est pas étanche. La jeunesse d’origine immigrée est nettement surreprésentée dans la population affichant un “ look hip-hop “. Les discriminations raciales s’ajoutent aux inégalités sociales pour les renforcer, rendant ces deux problèmes indissociables. Le choix d’insister sur tel ou tel critère ‘ la couleur de peau ou l’appartenance aux classes populaires ‘ est à la fois politique et stratégique. Il participe de la définition des fractures de la société française. Souligner la composante sociale des inégalités permet de combattre l’idée que les populations d’origine maghrébine et africaine constitueraient un problème spécifique, totalement distinct des précédentes vagues migratoires et des classes populaires dans leur ensemble.

par Benoit Bréville (Le Monde diplomatique, février 2015)